

## **Déclaration liminaire de la FSU au CTSD du 8 février 14h00 :**

Depuis bientôt 5 ans, nous assistons à l'inexorable dégradation du service public d'éducation. Pendant ces 4 dernières années, les moyens alloués aux collèges dans notre département n'ont cessé de baisser jusqu'à un niveau particulièrement bas. Le Ministère impose sa politique d'économies, les rectorats répercutent ces baisses et il nous reste, ici, au niveau départemental, à assister à l'équitable répartition de la pénurie. Certes on pourrait observer qu'exceptionnellement le H/E prévisionnel du département remonte à 1,377, mais personne n'est dupe du contexte électoral, et l'on notera qu'en janvier 2017 notre département avait un H/E de 1,393. Dans le même temps, les structures des collèges du département ont fondu. Or nous le savons bien pour maintenir une qualité d'encadrement constante dans ce contexte le H/E aurait dû augmenter. Rien que le maintien du H/E au niveau de 2017 donnerait au département 113 heures de DHG supplémentaires, soit presque la dotation de 4 divisions ou celle d'un petit collège.

La crise sanitaire semble avoir révélé à une partie de l'opinion et à de nombreux usagers ce que les mensonges du Ministre ont de plus en plus de mal à masquer, les conditions d'enseignement n'ont cessé de se dégrader : suppressions de postes, hausse du nombre d'élèves par classe, dévoiement des dispositifs d'aide personnalisé, mutualisation impossible des AESH... Pour le ministre, et plus largement pour ce gouvernement, l'Ecole est un coût, pas un investissement. Pourtant tout démontre qu'une population bien éduquée est une richesse pour la vie économique et culturelle du pays.

Bien loin de l'investissement, le choix est fait de multiplier les classes avec 29-30 élèves. Mais comment peut-on prétendre pouvoir répondre aux besoins de tous les élèves avec de tels effectifs ? Imposer de tels effectifs, c'est acter que vous ne souhaitez pas proposer aux populations de notre département un service public de qualité. Encore une fois, les choix faits ne feront qu'accentuer les inégalités. Encore une fois, les spécificités de la Nièvre seront ignorées. Ce n'est pas avec une politique comme celle-ci que la France va remonter dans les classements internationaux.

Concernant les personnels, depuis bientôt 5 ans, sur le terrain et ici dans ces instances, nous n'avons eu de cesse de dénoncer les conséquences de la politique ministérielle sur nos conditions de travail : le manque de postes de TZR, les HSA imposées (7,4% à 8,53% entre 2017 et 2022), l'augmentation des postes partagés parfois uniquement pour placer 2 ou 3 HSA, le caporalisme institutionnel déguisé en réformes, les temps partiels contraints...

Cette année 2021-2022, 114 heures ont été dépensées pour financer des postes partagés sur plusieurs établissements, à cause du choix d'imposer des compléments de service de 2 à 4 heures à des collègues, tout en leur imposant des HSA. A combien sera-t-on cette année ? 120 ? 130 ? 140 ? Encore une fois, c'est l'équivalent de la dotation pour un petit collège qui va être utilisée de cette façon. Ne croyez-vous pas que ces moyens auraient pu être mieux utilisés au service des élèves en évitant ces compléments de service inefficients ?

La forte mobilisation du 13 janvier dernier a montré le violent rejet dont le ministre fait l'objet. On est loin de « L'école de la confiance », la place est depuis longtemps déjà, à la défiance ; défiance que les récents déboires de ce dernier n'ont fait qu'accentuer un peu plus et dont les tableaux étudiés ce jour en sont l'ultime

illustration.

Mais la rentrée se fera sans moyens supplémentaires comme si les années de pandémie n'avaient pas accentué les besoins pédagogiques. La FSU reste convaincue que sans recrutement à la hauteur des besoins et sans diminution des effectifs de classe, la situation ne fera que s'aggraver. Quel intérêt y a-t-il à maintenir des élèves entassés dans des classes dès la 6ème, atteignant encore plus fréquemment les 30 élèves par classe, dans plusieurs collèges du département ? Dans ces conditions, nous ne comprenons pas comment le H/E peut augmenter !

Cette situation met grandement en difficulté des établissements qui lorsqu'ils ont la taille suffisante seront obligés de puiser dans leur marge d'autonomie pour avoir des effectifs supportables alors que les plus petits établissements sont condamnés conduire des cohortes de 30 par niveau. Nous ne saurions oublier que lors qu'une classe atteint les 30 élèves, c'est bien souvent 33 à 34 personnes qu'il faut asseoir une fois ajoutés les élèves inclus ou les AESH.

Soyez sûre, madame la Directrice, que nous ne sommes en rien résignés. Notre attachement au service public en tant que citoyens et agents, nous commande de lutter contre cette politique de destruction et contre sa communication qui tente de changer le plomb en or.

